

## CULTURE

saint-dié

### Les nouvelles raisons de la guerre

Guerre et paix, guerre ou paix. Les débats se succèdent au Festival de géographie de Saint-Dié, pour prendre le pouls d'une planète sous tension.

Enseignant à la Sorbonne, Abu Dhabi, Philippe Boulanger est venu révéler à Saint-Dié-des-Vosges que « dans les conflits actuels, 90 % des victimes sont des civils. Contre 40 % pendant la Deuxième Guerre mondiale ». La guerre n'est plus ce qu'elle était... « La guerre, c'est toujours de la violence, de la peur, de la souffrance », rappelle pourtant le général Vincent Desportes, directeur du collège interarmées de défense.

Mais aujourd'hui, les armées occidentales doivent affronter des adversaires nouveaux, souvent bien équipés, sur des théâtres d'opérations dispersés, et, en principe, non plus pour détruire mais pour reconstruire. « Rétablir la paix, en soi, n'est pas intéressant, explique le général. La guerre se fait maintenant pour rétablir un Etat et une situation sociale. »

Des victimes civiles, des objectifs « pacificateurs ». Et ces acteurs également nouveaux que sont l'opinion publique, les médias, les organisations humanitaires. Tout se complique ! Evoquant les dix soldats tués en Afghanistan, en août, le général Desportes déplore « un événement regrettable... qui se situe dans la normalité de la guerre ». Et que les médias français auraient traité « comme un accident de la route ! »

Illustration frappante des difficultés qu'ont les démocraties à situer leur place sur le globe. Même les organisations humanitaires s'y perdent, estime Marc Lavergne, administrateur de Mé-

decins sans Frontières. « L'humanitaire devient un métier comme les autres, en quête de rentabilité médiatique », regrette-t-il.

#### Rôle critique

Dans ces conditions, la paix elle-même est un problème. Dans un autre débat, Richard Kleinschmager, professeur à l'université de Strasbourg, a rappelé comment l'Europe a facilité le retour de la démocratie en Allemagne dès 1945. En imposant le fédéralisme, et en aplanissant les frontières. La réussite est telle qu'« à Strasbourg, on envisage aujourd'hui la création d'un euro-district ».

Mais le fond du problème de la guerre et de la paix, c'est bien qu'il n'y a pas de démocratie politique sans démocratie sociale. Tous les experts ont convenu, mais faut-il subordonner l'une à l'autre ?

« Longtemps, souligne Michel Bussi, professeur à l'université de Haute-Normandie, les géographes sont restés dans l'ombre des cabinets gouvernementaux, pour orienter la guerre ». Aujourd'hui, et particulièrement au Festival de Saint-Dié, ils sont appelés à exercer un « rôle critique » en appliquant leur art à l'établissement de la paix. En somme, à inverser la maxime d'Yves Lacoste, rapportée par le maire-fondateur du festival, Christian Pierret : « La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre ».

**Bernard MAILLARD.**  
Le Festival international de géographie s'achève ce soir.

## MÉDIAS

ouverture d'une nouvelle fréquence numérique

## REPÈRES

# Les radios ne sont plus sur la même longueur d'onde

La bataille des ondes radiophoniques fait rage. Alors que le passage au numérique se profile à l'horizon, un conflit larvé oppose les grandes radios commerciales, qui militent pour un dispositif très perfectionné, aux radios libres qui ont peur de ne plus pouvoir suivre.

Même si le sujet est très technique, il est sur toutes les lèvres dans les studios des radios françaises. Sans doute parce que le passage de nos radios au numérique risque de se faire dans la douleur.

#### DOSSIER

L'avancée devrait permettre, par exemple, une meilleure couverture du territoire, une meilleure qualité de son, un panel de programmes plus vastes, l'affichage de données associées sur les récepteurs ou la possibilité de mettre en pause la diffusion d'une émission et de la reprendre plus tard. Mais en optant pour le T-DMB comme norme unique de la future bande de fréquence numérique qui devrait voir le jour fin 2009, Christine Albanel a semé une belle pagaille au sein de la grande famille des radios françaises.

La décision de la ministre de la Culture et de la Communication a suscité la satisfaction des grands groupes commerciaux (comme NRJ, RTL, les radios du groupe Lagardère, Radio France, etc.) qui militaient pour cette norme. Elle leur permet de diffu-

ser, sur les écrans à cristaux liquides dont seront dotés leurs récepteurs, un certain nombre de données multimédia, comme la photo de l'invité de l'émission ou du présentateur, les références du livre présenté, des brèves, la pochette de CD de la chanson qui passe, une carte météo, le trafic routier... Ce qui leur permettrait de rentrer dans l'ère de la radiotélévision.

#### Le lobby des puissants

Une petite folie que les radios libres auront du mal à s'offrir. Elles espéraient que la ministre opèrerait pour « une norme d'exploitation moins onéreuse et techniquement plus accessible », le DAB+. « Une telle mesure revient à exclure une partie des opérateurs indépendants, ce qui va à l'encontre de la loi de 1986 qui prône la pluralité des opérateurs », estime Emmanuel Boutterin, président du SNRL (Syndicat national des radios libres). Il n'hésite pas à dénoncer « le lobbying astucieux » du Groupement pour la radio numérique : « La ministre a juste oublié que nous étions le premier employeur avec 600 opérateurs et 3 000 salariés. »

Pour faire face à ces dépen-

ses, le SNRL réclame « la création impérieuse d'un fonds dédié au numérique. » Le chiffre syndical fait état d'un besoin annuel supplémentaire de 16,5 M€ sur les huit prochaines années, sachant que l'addition pourrait osciller de 15 000 à 65 000 € par an, selon les structures. L'enjeu est d'autant plus important que beaucoup de Cassandre voient en cette révolution numérique la fin de la bande FM. Ce qui voudrait dire que tous ceux qui n'auront pas franchi le pas du numérique seraient amenés à disparaître. La date de 2012 pour un basculement circule un peu partout.

Ce qui fait bondir le SNRL : « C'est totalement faux et inconcevable. La FM n'est pas en danger. Cela n'a rien à voir avec le basculement de la télé analogique au numérique. Je vous prends le pari que les deux systèmes coexisteront au moins jusqu'en 2015 ou 2020. » La population n'aura alors plus qu'à jeter ses vieux transistors et à s'équiper en récepteurs numériques, pour l'instant six fois plus chers.

Textes : Philippe MARQUE.



Christine Albanel a opté pour le T-DMB comme norme unique de la future bande de fréquence numérique.

## Jerico : « C'est rédhibitoire pour les petites structures »



Radio Jerico émet sur cinq fréquences en Moselle. Ce qui devrait considérablement augmenter la facture du passage au numérique pour la radio messine.

« Nous sommes dans l'expectative. » Jean-Paul Berlocher, directeur général de Jerico, ne sait pas encore à quelle sauce sa radio va être mangée à l'heure du numérique. Cette radio associative chrétienne, créée en 1987, est soutenue par le service de communication du diocèse de Metz et s'appuie sur neuf salariés et une quarantaine de bénévoles. « Si nous restons dans l'analogique, on rentre dans une logique de mort programmée de la radio. Nous avons donc fait acte de candidature pour avoir une fréquence numérique. » Mais pas de gaieté de cœur. Et ce pour plusieurs raisons. « Il y a de grandes chances que nos auditeurs, qui ont en général plus de 50 ans, ne soient pas les premiers à s'équiper de nouveaux récepteurs », estime le directeur général.

Ensuite parce qu'il est en désaccord avec la norme choisie (T-DMB), qui présente selon lui des lacunes techniques et engage trop de frais : « Ce choix est rédhibitoire pour les petites radios. Il a pour but de faire le ménage », affirme Jean-Paul Berlocher. Elles sont en effet condamnées à financer la coexistence des deux systèmes, l'actuel analogique et le prochain numérique, jusqu'à l'extinction du premier. Ce qui devrait prendre plusieurs années : « Metz va faire partie des pre-

mières villes en France à démarrer en numérique, fin 2009, alors que des experts prédisent qu'il faudra au moins dix ans pour remplacer la moitié des 250 millions de postes que possèdent les Français et donc vraiment basculer. »

#### Financement difficile

Concrètement, la radio paye actuellement 2 000 € par mois pour sa fréquence FM de Metz. Elle devra rajouter 1 600 € pour la fréquence numérique : « Sachant que nous possédons cinq fréquences en Moselle, les frais de diffusion vont nous coûter 180 000 € au lieu de 100 000. Ce qui commence à faire beaucoup. » Il faudra aussi investir dans un nouveau studio de diffusion, « ce qui devrait coûter entre 30 et 40 000 €. »

Et le financement de tout ça ? « C'est la grande inconnue, reconnaît Jean-Paul Berlocher. Nous sommes adossés à un fonds de soutien financé notamment par la publicité dans le service public, qui va disparaître pour la télé. Il va falloir trouver de nouveaux partenaires. » Si le scénario virait au drame, les effectifs pourraient en pâtir : « Pour l'instant, il est hors de question de diminuer la masse salariale mais si la situation devient difficile, cela pourrait arriver dans les années à venir. »

## RPL : « Sans l'aide de l'Etat notre station est morte »

C'est un minuscule studio de 10 m2 contigu à la maison de Roger Perquin, dans la rue principale de Peltre, petit village du sud messin. L'endroit est facilement reconnaissable grâce aux paraboles qui surplombent le toit. Bienvenue à RPL radio. Cette structure associative émet 24 h/24 sur 89.2 FM (et sur internet) dans un rayon allant de la frontière luxembourgeoise aux portes de Nancy. Elle s'appuie pour cela sur une trentaine de bénévoles et un seul salarié, Bruno Brochain, qui joue à la fois le rôle d'animateur, de journaliste et de technicien.

Il y a quelques jours, Roger Perquin a posté au CSA son dossier de candidature pour obtenir une fréquence sur la future bande numérique. Comme on jette une bouteille d'eau à la mer. « On a fait nos calculs et ce changement est une mauvaise nouvelle d'un point de vue financier. Rien que la diffusion numérique devrait nous coûter entre 18 000 et 20 000 € par an. Sans compter qu'il nous faudra renouveler certainement tout le parc informatique. »

Une addition impossible à acquitter pour cette radio dont la seule rentrée d'argent provient du fonds de soutien à l'expression radiophonique (35 000 € par an). « Clairement, si le gouvernement ne crée pas de fonds de soutien pour aider les radios comme les nôtres à effectuer ce basculement, c'est la fin de l'aventure », affirme celui qui a fondé la radio en 1983 et se verrait bien poursuivre l'aventure. « C'est un défi passionnant. Techniquement, nous sommes déjà prêts. Notamment si le numérique nous permet d'envoyer simultanément sur les récepteurs des données multimédias. Cette possibilité ouvre également un nouveau marché publicitaire », s'emballe ce passionné. Avant de revenir à la réalité : « Mais bon, si l'aventure devait en rester là, on s'arrêterait. C'est comme ça... »



Pour Roger Perquin, président de RPL, et Bruno Brochain, son seul salarié, le passage au numérique pourrait signer l'arrêt de mort de la radio.

## DÉFENSE

strasbourg

### L'Eurocorps fête ses 15 ans

Créé officiellement en 1993, l'Eurocorps, force d'intervention européenne à réaction rapide, qui compte cinq pays membres a fêté ses 15 ans, hier à Strasbourg.

La genèse de la force d'intervention européenne, dont le commandement siège à Strasbourg, vient d'une initiative franco-allemande qui remonte au sommet européen de La Rochelle en 1992.

Initialement voulu comme un symbole supplémentaire de la réconciliation entre les deux pays, le corps s'est élargi au fil des années à la Belgique en juin 1993, à l'Espagne en juillet 1994 et au Luxembourg en mai 1996, pour réunir aujourd'hui quelque 60 000 soldats, qui restent basés dans leurs pays respectifs.

Si à l'origine l'Eurocorps dispose d'un statut indépendant des structures de l'Otan, ce

corps armé est mis à disposition dès 1993 de l'Union européenne occidentale (UEO), une organisation européenne de défense et de sécurité, composée d'Etats membres de l'Otan et de l'UE. En 1998, un premier engagement réel donne lieu au départ de 470 militaires pour une mission de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine. Il a également eu le commandement de missions au Kosovo (2000) et en Afghanistan (2004).

Outre les cinq pays membres, quatre pays – la Grèce, la Pologne, la Turquie et l'Autriche – détachent un nombre limité d'officiers à l'Etat-major, à Strasbourg.

L'actuel commandant est le général espagnol Pedro Pitarch, issu de l'école militaire de Saragosse en 1968. Il est secondé par le Français Philippe Sommaire.



L'Eurocorps réunit aujourd'hui quelque 60 000 soldats, qui restent basés dans leurs pays respectifs.

## FORMATION

alsace

### Devenir capitaine dans la navigation fluviale

Une formation unique en France de « capitaine de bateau dans la navigation fluviale » a été lancée officiellement à Strasbourg. Ce cursus, suivi par une douzaine de personnes pour sa première rentrée, a pour objectif de répondre aux difficultés de recrutement dans un secteur en forte expansion depuis une dizaine d'années. La formation, qui s'adresse essentiellement à des demandeurs d'emploi, est organisée sur deux ans, en alternance, et sera proposée en contrat de professionnalisation. Les futurs capitaines suivront des cours pendant la saison morte et seront en activité sur les bateaux pendant les périodes de pointe.

La formation est assurée par le lycée professionnel Emile-Mathis, lycée de la navigation fluviale, à Schiltigheim, dans le cadre d'un partenariat avec la Région Alsace, le Port autonome de Strasbourg et la Compagnie française de la navigation rhénane (CFNR) notamment.

L'Alsace est, avec 876 000 personnes transportées, la seconde région de France dans le secteur du tourisme fluvial après l'Île-de-France (7,5 millions).

## ENVIRONNEMENT

### Le casse-tête des déchets radioactifs



Des élus du canton de Metzervisse étaient réunis aux côtés de la députée Aurélie Filippetti et des porte-parole de l'Andra.

Vendredi soir, à l'initiative du conseiller général Jean-Pierre La Vaullée, des élus du canton de Metzervisse étaient réunis aux côtés de la députée Aurélie Filippetti et des porte-parole de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs).

Au cœur des débats : le stockage de déchets de faible activité. Un appel à candidature pour accueillir un centre d'enfouissement a été adressé à plusieurs communes du canton en juin dernier. Chacune est invitée à se prononcer avant la fin du mois d'octobre. En vue d'éclaircir les maires, de leur permettre de se positionner tout en ayant connaissance des tenants et des aboutissants d'un tel projet, des membres du Collectif Grand Est étaient également conviés. Nadine Schneider est venue

spécialement de Bure pour tirer la sonnette d'alarme. « On conteste l'appellation de faible activité qui pourrait faire penser que les déchets en question sont inoffensifs. Ils sont un casse-tête mondial. On ne sait pas quoi en faire, alors on les entere. » « On ne veut pas être la poubelle nationale », renchérit un membre du Collectif 57.

Durant plus de deux heures, les fervents défenseurs de l'environnement ont pris la parole, impossibles aux propos tenus par le porteur de projet et le directeur de recherches d'Andra. Mais si l'ensemble des 3 115 communes françaises sollicitées venait à décliner l'offre, quelle solution serait trouvée pour traiter ces déchets ? Le mystère demeure entier.

### L'agriculture bio en recul

L'agriculture biologique fait moins recette en Lorraine. Les Vosges restent en tête des surfaces consacrées à l'agriculture biologique l'an dernier, mais celles-ci reviennent à 7 974 hectares contre 8 216 ha (-3 %) et 105 exploitations contre 107. La Moselle reste au deuxième rang malgré une baisse de 3 % des surfaces (5 053 ha contre 5 217 et 57 exploitations contre 59), devant la Meurthe-et-Moselle dont les surfaces augmentent de 1 % (3 141 ha contre 3 108 et 33 exploitations contre 37) et la Meuse où le bio recule de 3 % avec 2 725 ha contre 2 802 et 35 exploitations contre 31.

La Lorraine arrive au 14e rang des 22 régions pour ce qui concerne les surfaces bio, loin devant l'Alsace (11 438 ha) mais derrière la Franche-Comté (22 749 ha). En fait, sur l'ensemble du territoire, les surfaces certifiées en bio ont encore augmenté mais sur un rythme très modeste (+0,8 %) pour atteindre 557 133 ha contre 552 824 ha l'année précédente, soit 2 %, niveau inchangé, de la SAU. On recense 11 978 exploitations contre 11 640 auparavant. En 2007, certaines régions ont « mis le paquet » puisqu'elles sont six et non plus trois à présenter plus de 1 000 producteurs bio : Rhône-Alpes (1 407), Midi-Pyrénées (1 205), Pays-de-la-Loire (1 103), Languedoc-Roussillon (1 083), PACA (1 006) et Aquitaine (1 005).

### Sarre : chômage en baisse

Le marché de l'emploi en Sarre poursuit sa tendance positive : moins de 35 000 sans emplois pour un taux de 6,8 % en septembre contre 7,2 % en août et 8,1 % l'an passé. Un développement qui devrait, selon la direction de l'Agence régionale pour l'emploi Sarre/Rhénanie-Palatinat, marquer une hésitation à partir du mois de novembre.

Le flou demeure également sur l'impact que pourrait avoir la crise du marché financier. Les entreprises se montrent moins actives sur le marché de l'emploi que lors des six premiers mois de l'année et la chambre de commerce et d'industrie du Land de Sarre avertit que le chômage pourrait remonter en janvier. Face aux incertitudes, la hausse des emplois soumis à la Sécurité sociale (+1,7 % depuis 2007) — malgré la fin annoncée de l'exploitation houillère en Sarre — entretient un léger optimisme. En Rhénanie-Palatinat, le taux de chômage est tombé à 5,2 % contre 5,4 % en août et 6 % à la fin de l'été 2007. Des chiffres aussi bas n'ont plus été enregistrés en Sarre et en Rhénanie-Palatinat depuis le début des années 90.

### Offre de services pour les seniors

L'Assurance Retraite, premier régime de retraite en France, a créé, dans le cadre de sa politique d'action sociale, le site www.lekiosquebleu.fr. Il met à la disposition des 11,5 millions de retraités du régime général un bouquet d'offres de services en région, à destination des seniors et de leurs proches, dans huit domaines d'intervention : retraite active, santé et prévention, logement, services à domicile, dépendance, vie en établissement, aides et financements, droits des retraités. L'inscription en ligne est gratuite. Afin d'assurer une information complète et à jour, les offres de services sont saisies et présentées par les « offreurs » eux-mêmes, à partir d'un site réservé aux professionnels (www.pro.lekiosquebleu.fr). En Alsace-Moselle, les informations sont publiées gratuitement sur le kiosque bleu après validation par la Caisse régionale d'assurance vieillesse (Crav). Les retraités peuvent ensuite en prendre directement connaissance sur le site et contacter le ou les prestataires de leur choix. Ce site professionnel est réservé aux acteurs publics, associatifs ou privés offrant un service de proximité présentant un intérêt particulier pour les retraités, dans leur commune ou celles avoisinantes.

Contact : Marc Le Berre, tél. : 03 88 65 20 44. Courriel : marc.le-berre@crav-am.fr

canton de metzervisse